

[Texte]

plain language, is that trade barriers should be reduced; producers should produce for the market and not for government programs; support programs should be designed to minimize production and trade distortions; and changes to existing programs should be phased in over a number of years and certainly not overnight.

It is clear that the first results of the Uruguay Round will not begin to be implemented until 1991, and some results will be phased in progressively over a number of years. Of course, all of the efforts in Geneva would be academic unless there were some indications that governments, particularly in the developed countries, were beginning to adjust their policies broadly in the same directions.

It is, indeed, significant that the agreed long-term objective of the agricultural negotiations is, and I quote, "to establish a fair and market-oriented agricultural trading system". However, it was only possible to reach this agreement in April on that objective because governments believed it was consistent with their own views on where their agricultural sectors should be heading.

Virtually all developed countries have recently reviewed, are reviewing, or are about to begin major reviews of their domestic agricultural policies. Canada is no exception. As this committee is well aware, Mr. Mazankowski has recently initiated a process of policy review and discussion with the industry and the provinces. Clearly, in that review, account will have to be taken of what may be emerging from the negotiations in Geneva. However, we should not put the cart before the horse. We have to ask ourselves how the GATT negotiations can further Canada's basic agricultural interests. Trade negotiations, after all, are a reflection of enlightened self-interest. They are a means to an end, and not an end in themselves.

Canada's broad agricultural negotiating objectives in the Uruguay Round can be summarized as follows: first, a substantial reduction in trade barriers; second, a substantial reduction in trade-distorting subsidies, including the elimination of export subsidies; third, effective rules of international competition applicable to all GATT members, including the clarification and strengthening of GATT article 11; and four, a system that minimizes the trade impact of health and sanitary measures when such measures are used as disguised barriers to trade.

[Traduction]

Ce que cela signifie, en clair, c'est qu'il faut réduire les barrières au commerce; que les producteurs doivent produire en fonction des signaux du marché et non pas des programmes publics; que les programmes de soutien doivent être conçus de façon à réduire au minimum les distortions sur la production et le commerce; et enfin, que les changements apportés aux programmes existants doivent s'échelonner sur un certain nombre d'années et non pas entrer en vigueur du jour au lendemain.

Il est bien clair que les premières décisions de l'*Uruguay Round* ne commenceront pas à être mises en oeuvre avant 1991, et certaines décisions le seront progressivement sur une période de plusieurs années. Bien sûr, tous les efforts déployés à Genève le seraient en pure perte si les gouvernements, et particulièrement ceux des pays industrialisés, se montraient réticents à réorienter leurs politiques dans le même sens.

Il importe de rappeler que l'objectif commun à long terme des négociations dans le secteur de l'agriculture est, et je cite: «d'instaurer un système de commercialisation des produits agricoles équitable et soumis à la discipline du marché». Toutefois, si on a réussi à dégager un consensus sur cet objectif en avril, c'est uniquement parce que les gouvernements croyaient qu'il correspondait à leur propre choix sur l'évolution future de leurs secteurs agricoles respectifs.

La quasi-totalité des pays industrialisés ont entrepris, ou le feront bientôt, une révision en profondeur de leurs politiques agricoles nationales. Le Canada ne fait pas exception. Comme le sait très bien ce Comité, M. Mazankowski a amorcé récemment un processus de révision et de discussion des politiques avec le secteur agricole et les provinces. Les intervenants tiendront nécessairement compte des décisions qui pourront résulter des négociations en cours à Genève. Or, il ne faut pas mettre la charrue devant les boeufs. Nous devons nous demander si les négociations du GATT sont susceptibles de servir les intérêts fondamentaux du Canada en matière d'agriculture. Après tout, les négociations commerciales sont le reflet de la défense éclairée des intérêts de chacun. Elles n'ont de sens que si elles permettent d'atteindre certains objectifs.

Les grands objectifs du Canada dans les négociations de l'*Uruguay Round* dans le domaine de l'agriculture peuvent être résumés comme suit: premièrement, une réduction appréciable des obstacles au commerce; deuxièmement, une réduction appréciable des subventions entraînant une distorsion du commerce, y compris l'élimination des subventions à l'exportation; troisièmement, l'élaboration de règles efficaces régissant la concurrence internationale applicables à tous les membres du GATT et notamment les règles prévues à l'article XI du GATT qui doivent être précisées et renforcées; et quatrièmement, un système qui minimise l'impact sur le commerce des mesures liées à la santé et à l'hygiène lorsque de telles mesures constituent des obstacles déguisés au commerce.